



MATHIAS REYNARD
«J'étais déjà partagé
et ce calendrier
ne fait rien
pour me rassurer.»



PHILIPPE NANTERMOD
«Le canton a raison
de s'impliquer
pour faire modifier
le calendrier.»



JEAN-LUC ADDOR
«Les grandes lignes du
dossier sont connues.
Il faut organiser
un vote avant
le débat fédéral.»



YANNICK BUTTET
«Rien n'empêche
d'organiser un vote
avec une réserve sur
la décision fédérale.»

SION 2026 Conscients du calendrier problématique, les parlementaires valaisans en appellent au gouvernement.

Le Conseil d'Etat doit mouiller la chemise

JULIEN WICKY

On ne tergiverser plus, il y a urgence. Alors que nous soulevons hier les inquiétudes et les contradictions que suscite le calendrier olympique pour Sion 2026, les parlementaires valaisans appellent à une rapide mobilisation politique. A l'occasion d'un déjeuner organisé par Suisse Tourisme, ils ont d'ailleurs pu hier matin échanger sur ce dossier. Tous reconnaissent une forme d'attentisme politique et pointent aujourd'hui dans la même direction: le Conseil d'Etat.

Le canton doit prendre le lead
«On ne sent pas l'envie. Il faut maintenant mouiller la chemise et ce rôle, c'est celui du gouvernement valaisan. Car même si ce projet concerne plusieurs cantons, le pilier, c'est le Valais», assène Yannick Buttet (PDC). Reste qu'une telle attitude ne résoudrait pas le problème de ce calendrier, et d'un débat populaire qui devrait se tenir avant la décision finale. Dans le camp le plus sceptique, les derniers éléments n'augurent rien de bon. «J'étais partagé depuis le début sur cette candidature et cet agenda n'est vraiment pas sérieux et ne fait rien pour me rassurer», lance Mathias Reynard (PS).

Vers un vote avec réserve?
Mais beaucoup assurent que l'agenda est un faux problème, difficile à modifier, et qui vise surtout à éviter de prendre des responsabilités. «Tout le monde approche la main de la plaque pour sentir la chaleur mais aimerait bien que ça reste tiède», ajoute le conseiller national PDC. Aux yeux des élus, le vote du peuple pourrait très bien – et devrait – se tenir avant le débat aux Chambres fédérales, une fois la première décision du Conseil fédéral communiquée dès le mois de septembre. C'est le cas de Jean-Luc Addor (UDC) pour qui les grandes lignes du dossier seront suffisamment connues pour organiser un vote rapidement. «Et à quoi bon continuer dans ce dossier si on ne s'assure pas du soutien du peuple valaisan qui est l'élément central de cette candidature? Sans ça, personne n'ira plus loin», promet-il. Et d'inviter le Conseil d'Etat à mettre rapidement sur la table du Grand Conseil un projet de garantie de déficit ou d'engagement financier et de convoquer un référendum obligatoire. «Rien n'empêche de voter en émettant une réserve quant au soutien final de Berne», renchérit Yannick Buttet, reprenant une idée de son collègue sénateur Jean-René Fournier. Une idée qui aurait par ailleurs l'avantage

d'inverser la pression en cas de oui, et de faire avorter le projet en cas de non.

Le calendrier encore modifiable?
Philippe Nantermod (PLR) n'est pas aussi catégorique et pense que le calendrier fédéral peut changer sous la pression du Valais et du conseiller d'Etat Frédéric Favre. «Il a totalement raison de s'impliquer dans le dossier et il faut effectivement aller vite. Quant à la décision du Conseil fédéral et aux débats, ils doivent être avancés, les délais sont trop longs et ne sont pas satisfaisants.» Et de rappeler que la présence de ce dossier sur la table fédérale constitue déjà un sérieux pas en avant. Evoquant des projets de candidature pleins les tiroirs et un dossier de Sion 2026 auquel personne ne croyait, le Chablaisien boit du petit lait, lui qui s'était fait railler par le Grand Conseil lorsqu'il avait proposé de relancer l'idée en 2014.

L'implication publique est incontournable
Dans toutes les hypothèses la condition sine qua non à l'avancée du dossier reste donc l'entrée en scène rapide d'un pilote politique dans l'avis. «Les privés ont eu l'immense mérite de lancer la boule et ce n'est pas une critique à leur

égard, mais il faut maintenant donner de la transparence politique à ce dossier et qu'il soit incarné par un pouvoir public avec professionnalisme», reprend Yannick Buttet. Même pour Philippe Nantermod, en défenseur du libéralisme, l'implication à large échelle de l'Etat est indispensable à un projet de cette taille. Et de reconnaître que les discussions sont encore quasi inexistantes sur le dossier dans les traversées fédérales.

Davantage de garanties exigées
Le message est donc clair: le temps de l'attentisme est terminé. «Cette sorte de "je te tiens par la barbichette" ne peut plus durer», selon Jean-Luc Addor, si le Valais veut vraiment les Jeux, alors qu'il le démontre. Mathias Reynard invite de son côté à présenter rapidement et avec précision des attentes chiffrées au niveau communal, cantonal et fédéral car le seul engagement politique ne saurait suffire à convaincre. «Ce processus ne me rassure pas du point de vue démocratique alors qu'on dépense déjà des millions engagés pour la phase de candidature. Cela donne l'impression de vouloir avancer sans consulter le peuple et on va se retrouver à fin 2018 à devoir tout faire en même temps.» Le réveil politique doit donc sonner, et vite. ©

ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ÉTAT Freysinger aurait bénéficié des fraudes électorales

Oskar Freysinger aurait-il bénéficié des fraudes électorales dénoncées dans le Haut-Valais lors du second tour de l'élection au Conseil d'Etat valaisan? C'est en tout cas ce qu'affirmerait hier le «Walliser Bote». Selon son enquête, les quelque 130 bulletins falsifiés de Brigue, Viège et Naters étaient favorables au ministre UDC sortant. L'écart entre Oskar Freysinger et Frédéric Favre pourrait donc être au final plus grand que les 2124 voix officiellement recensées.

No comment du premier procureur du Haut-Valais
Chargé de l'instruction pénale ouverte par le Ministère public, Rinaldo Arnold, premier procureur pour le Haut-Valais, ne commente pas pour l'heure ces révélations, indique le «Walliser Bote».

Ironie du sort: c'est l'UDC du Valais romand (UDCVr) qui avait fait recourir une première fois contre les résultats de l'élec-

tion du 19 mars, une élection finalement validée par le Grand Conseil.

C'est aussi ce parti qui a recouru, début avril, au Tribunal fédéral. Les juges de Mon Repos ne se sont pas encore prononcés.

L'UDCVr maintient son recours
«Nous voulons que justice soit faite», commente le coprésident de l'UDC Cyrille Fauchère, qui ajoute, «peu importe à qui profite cette fraude, les fraudeurs doivent être punis». L'UDC laisse donc le Tribunal fédéral étudier le dossier. «Les juges donneront sans doute des pistes pour indiquer ce qui doit être modifié. Le système de vote actuel n'est pas satisfaisant.»

Concernant l'enquête du «Walliser Bote», Cyrille Fauchère dit avoir eu une fuite, ce qui montre qu'il y a un problème au niveau de la gestion de cette affaire. © SWW

RACE D'HÉRENS Un vaccin contre les chaleurs testé cet été

Un vaccin va être testé cet été dans les alpages valaisans. Il est destiné aux vaches de la race d'Hérens non portantes et aux vaches allaitantes. Son but est d'éviter que leurs chaleurs ne posent des problèmes.

Un souci récurrent
«Lorsqu'une bête non portante vient en chaleur, son comportement pose problème. Cela représente un risque pour cette bête, mais aussi pour ses congénères qui se trouvent à l'alpage», explique Jérôme Barras, vétérinaire cantonal.

Pendant longtemps, une hormone était utilisée pour éviter l'apparition de ces chaleurs. Elle a été interdite pour éviter qu'elle ne se retrouve dans l'alimentation humaine. La seule solution qui restait jusqu'ici était de séparer la bête en chaleur du reste du troupeau. «Cela complique la vie à l'alpage et cela crée un mal-être pour la vache», constate le vétérinaire.

Une solution aux multiples avantages
Le vaccin qui sera administré aux hérens n'est pas totalement

nouveau. Le principe est déjà utilisé en Australie et pour l'élevage d'autres espèces animales en Suisse. «Le vaccin stimule un anticorps qui agit contre l'hormone qui donne l'ordre à l'ovaire de déclencher les chaleurs.» Deux vétérinaires valaisans, dont Lionel Balet, un passionné de reines, ont étudié ses effets sur les hérens.

Les avantages du vaccin sont nombreux: il est déjà autorisé en Suisse, il ne laisse pas de résidu, ses effets sont limités dans le temps et il n'est pas cher.

«Nous devons maintenant faire un essai à large échelle pour affiner la vaccination», indique Jérôme Barras. Il s'agit, par exemple, de savoir quel temps il faut laisser entre les deux injections nécessaires durant l'été. L'Université de Berne analysera les résultats.

Un appel à été lancé aux éleveurs souhaitant faire vacciner leurs vaches via le site de la Fédération suisse d'élevage de la race d'Hérens. «Le but est d'avoir entre 100 et 150 bêtes.»

Les éleveurs intéressés peuvent s'adresser directement à leur vétérinaire habituel. © JEAN-YVES GABBUD

EN BREF

TRANSPORTS La voie ferrée du Lötschberg changée

La compagnie BLS annonce qu'elle va remplacer la voie ferrée de la ligne du tunnel de faite du Lötschberg, long de 14,6 km. Après des travaux, devisés à 83,5 millions, le tunnel pourra accueillir sur

deux voies des trains de marchandises» contre une voie unique aujourd'hui. Les travaux devraient démarrer à la mi-2018 et s'achever à la fin 2022, selon le calendrier fourni par la compagnie. © JWC